10 NOUVEAUX PARTIS POLITIQUES AUTORISÉS À TENIR LEURS CONGRÈS CONSTITUTIFS

La nouvelle carte politique en branle

A travers cette première liste de dix partis politiques certains d'obtenir leur agrément, se déroulent plus explicitement les intentions prêtées au pouvoir de s'offrir une nouvelle carte politique où les «durs», les «indisciplinés» et les «frondeurs» n'auront pas place, place qu'occuperont désormais ceux des partis qui auront eu à faire preuve de «conciliation» et de «disponibilité».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - On en sait un peu plus sur les partis politiques en attente d'agrément. Une vingtaine de nouvelles formations sur la quinzaine qui ont, pour certaines depuis de longues années, sollicité le quitus du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, viendront renforcer l'échiquier politique dans la perspective de leur permettre la participation aux élections législatives de mai prochain. En effet, et dans un premier temps, ce ne sont pas moins de dix nouveaux partis politiques qui pourront, désormais, tenir leur congrès constitutif, ultime étape avant l'obtention quasi certaine du tant attendu agrément à même de leur permettre d'activer dans la légalité.

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités a fait état, ce mardi, du listing des nouvelles formations politiques autorisées à organiser leur congrès constitutif. Il s'agit du Mouvement des citoyens libres (MCL) de Abdelaziz Ghermoul, l'Union pour la démocratie et la république (UDR) de Amara Benyounès, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) de Mohammedi Saïd, le Front de la justice et du développement (FJD-El Adala) de Abdellah Djaballah, Jil Jadid (JJ) de Soufiane Djllali, le Front national pour la justice sociale (FNJS) de Khaled Bounedjma, le Front de l'Algérie nouvelle (FAN) de Djamal Benabdeslam, le Front El Moustakbal (FM) de Bélaïd Abdelaziz, le Parti des Jeunes (PJ) et le Parti El Karama (PK) le l'avocat et député Mohamed Benhamou, a précisé la même source.

Ces nouveaux partis politiques tiendront leurs congrès respectifs suite à la promulgation de la nouvelle loi organique relative aux partis politiques, et leur agrément est subordonné à l'étude de conformité du dossier du congrès constitutif avec les dispositions de la loi relative aux partis politiques, a tenu à rappeler le département de Ould Kablia, qui a, en outre, précisé que l'examen de nouveaux dossiers de création de partis politiques «sera engagé avec diligence et tout aussi rapidement au fur et à mesure de leur finalisation par les membres fondateurs, avec lesquels les services du ministère de l'Intérieur demeurent en contact».

Un bref survol de ce listing est à lui seul révélateur des intentions du pouvoir à s'offrir une reconfiguration de la scène politique nationale qui lui sied comme un gant, une nouvelle carte débarrassée des «durs», des «indisciplinés» et des «frondeurs».

Une reconfiguration qui consolidera les deux pivots du pouvoir, à savoir le FLN et le RND, qui auront, à l'avenir, des appendices de la même famille, à l'image du Front national pour la justice sociale (FNJS) de Khaled Bounedjma et du Front El Moustakbal (FM) de Bélaid Abdelaziz. Pour le camp islamiste déjà suffisamment effrité, la nouvelle carte en vue va dans le sens d'une division plus accrue avec l'agrément de pas moins de trois nouveaux partis de cette mouvance dont le Parti de la liberté et la justice (PLJ) de Mohammedi Saïd, le Front de la justice et du développement (FJD-El Adala) de Abdellah Djaballah et du Front de l'Algérie nouvelle (FAN) de Djamal Benabdeslam. Quant au camp démocratique, lui aussi en proie à des divisons similaires sinon pires et dont il ne s'est jamais pu se départir au grand dam du potentiel démocratique que recèle la société qui ne demande qu'à être structurée, il a eu sa part du «gâteau». Il faut dire que la ligne dure qu'a fait sienne le RCD ces dernières années a donné à réfléchir au pouvoir qui n'a pas tardé à dénicher la solution idoine.

Photo : Samir Sid.

Soufiane Djillali (Jil Jadid).

D'abord, fallait-il faire revenir le FFS à de meilleurs sentiments, ce qui semble se réaliser avec l'éviction de l'ex-secrétariat national du parti, réputé pour son opposition frontale d'avec le pouvoir et son remplacement par un autre plus conciliateur.

Et les débats lancés à la base quant à la question de la participation ou pas du FFS au rendez-vous de mai prochain participent du souci d'emballer une décision déjà prise par le sommet.

Mais le ralliement tant inespéré du FFS ne suffit pas au pouvoir pour se payer la tête de Saïd Sadi à qui on ne pardonnera pas de sitôt son retrait du gouvernement et son opposition dure, depuis.

Et Amara Benyounes, l'ex-numéro deux du parti, en attente d'agrément depuis 2004 de son nouveau parti, l'UDR, est tout indiqué pour solder bien des comptes.

M. K.

Menasra dans la prochaine liste

Dans le courant de la semaine prochaine, une nouvelle liste de 10 partis sera autorisée à tenir son congrès.

On y trouvera, entres autres, le Front pour le changement national (FCN) d'Abdelmadjid Menasra.

OUVERTURE DES FRONTIÈRES ENTRE L'ALGÉRIE ET LE MAROC

Rabat suggère de soumettre le dossier à la commission mixte

Alger et Rabat ont, semble-t-il, résolu de conforter les assises déjà établies de la coopération sectorielle avant d'ouvrir le dossier des questions lourdes mais surtout qui fâchent. Insistant, jusqu'à une date récente, sur la réouverture des frontières fermées depuis 1994, le Maroc s'abreuve désormais de patience.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Même si la visite de deux jours à Alger du ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération, Saad Eddine Othmani, dénote d'un réchauffement de la relation algéro-marocaine, elle n'aura cependant pas été celle qui aurait vu toutes les divergences aplanies. La réouverture des frontières terrestres entre les deux pays, fermées depuis 1994, le dossier des Algériens spoliés de leurs terres et de leurs biens, la redynamisation de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et les questions de sécurité sont autant de dossiers dont l'examen est consensuellement différé à moments plus opportuns. Le chef de la diplomatie marocaine a tout de même pris sur lui de suggérer publiquement lundi l'idée de la mise sur pied d'une commission bilatérale qui travaillera sur ces dossiers restés en suspens. «Je ne pense pas que les deux chefs d'Etat refuseraient une telle démarche», a-t-il souligné lors du point de presse conjoint avec son homologue algérien Mourad Medelci. La proposition pourrait être formalisée le 17 février prochain, en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères des 5 pays du Maghreb et dédiée à la relance de l'UMA. Il est notable que le Maroc, qui ressent les contrecoups économiques, voire politiques de sa décision d'instaurer de manière unilatérale le visa pour les Algériens, laquelle a conséquemment conduit à la fermeture des frontières, a, face à la sérénité de l'Algérie, appris à réarticuler son discours. Saad Eddine Othmani, ministre issu il est vrai du parti islamiste PJD vainqueur du dernier scrutin législatif, a soutenu que «le dépassement des difficultés est une priorité pour le Maroc» et que «l'Algérie et le Maroc sont appelés à jouer en tant que facteurs agissants un rôle prépondérant aux niveaux régional, continental et international». La projection est on ne peut plus géopolitique. Mais pour hisser la coopération à un tel niveau, il faudra que les questions objets de différends et de mésententes soient réglées.

A ce propos, le Maroc semble se plier à la démarche de l'Algérie qui a, de tout temps, préconisé un examen global des dossiers. Le ministre marocain des Affaires étrangères a souligné la disponibilité du royaume «à ouvrir les canaux de discussion sur tous les dossiers».

S. A. I.

BADR'EDDINE MILI À PROPOS DES «RÉVOLUTIONS» ARABES

Le compromis historique a-t-il une chance de réussir ?

«Monde arabe : la gauche et l'islamisme, même combat pour le changement ?» Tel est le thème d'une conférence organisée, mardi 24 janvier, au siège du centre Espoir de la nation pour les recherches et études stratégiques, Office Riadh El Feth. Lors de cette rencontre-débat, Badr'Eddine Mili a donné son point de vue sur la question, dans le cadre du premier anniversaire des révolutions dites du «Printemps arabe». L'auteur des romans *La Brèche et le rempart* et *Les Miroirs aux alouettes* a surtout apporté quelques éléments de réflexion et proposé certaines pistes de recherche, notamment en remontant loin dans l'histoire du monde arabo-musulman, pour mieux expliquer les bouleversements actuels.

Dans son exposé, l'Algérie est, bien entendu, présente avec, là surtout, des interrogations et des esquisses de perspectives.Badr'Eddine Mili a commencé par souligner que les «révolutions» tunisienne et égyptienne en particulier ont réuni «toutes les classes sociales opposées aux régimes en place, y compris la bourgeoisie compradore». Des classes aux intérêts pourtant divergents, mais qui se sont retrouvées «fondues, réunies autour d'une revendication fondamentale et qui est la fin de la dictature et des régimes liberticides».Après la chute des dictateurs, «des alliances ont été conclues entre les islamistes, les laïcs, les partis de gauche et autres libéraux autour d'élections libres en Tunisie et en Egypte», ajoute le conférencier. Cela mérite de se poser des questions, même si le processus a été quelque peu dévoyé, soutient Badr'Eddine Mili. Et c'est ce qu'il a tenté de faire dans son exposé tout en proposant quelques éléments de réponse.

Alors, les «révolutions du Printemps arabe» sont-elles un effet de conjoncture ou une tendance lourde ? «Difficile de répondre en l'état actuel des choses, fait-il observer, tant le phénomène n'est pas revêtu d'une règle générale.» Selon lui, «cet état de fait inédit pousse les observateurs que nous sommes à aller plus avant dans le questionnement du passé». Et, d'abord, ce constat : «Pour avoir accepté de faire partie d'un même gouvernement, ces partis que tout semble opposer ont bougé quelques lignes rouges qui les séparaient. Mais alors l'islamisme est-il enfin parvenu à se réformer et à renouer avec l'esprit scientifique notamment ? Pour sa part, la gauche laïque est-elle aujourd'hui prête à admettre l'Islam politique ? Les élites de l'un et l'autre pôle auraient-elles débouché sur des points de convergence qui permettraient de sortir de la crise du monde arabo-musulman, crise qui remonte à la chute de l'empire ottoman ? Pour Badr'Eddine Mili, pareil challenge paraît difficile à relever, quoique un premier pas a été fait.

D'où tant et tant d'interrogations qui se croisent et s'entrechoquent dans les esprits. Pour aider à défricher le terrain, le conférencier propose de commencer par «dépoussiérer» l'histoire. Se référer à l'histoire plus ou moins contemporaine, par exemple, facilitant la compréhension du phénomène. De ce qu'avait été notamment la gauche dans le monde arabo-musulman, surtout à l'époque des luttes ouvrières et de la guerre froide. Cette gauche-là, fait-il remarquer, «est une réalité très ancienne, et elle est la résultante des luttes sociales»; Elle est constituée de partis (dont le Parti communiste) qui ont activé plus ou moins clandestinement, ou même fait partie d'une coalition gouvernementale. Ils étaient présents en Tunisie, au Liban, au Soudan, en Afghanistan, en Algérie, au Yémen, etc. Plus ou moins tolérés, souvent réprimés, ces partis puisaient leur force «dans l'entrisme de leurs élites», d'après Badr'Eddine Mili.

A la fin des années soixante-dix, rappelle-t-il, allaient surgir d'autres bouleversements. «Très vite, l'infitah conjugué à la montée du wahhabisme et à l'écroulement de l'empire soviétique vont précipiter l'émergence de l'islamisme. Celui-ci est toléré ou même instrumenté par les pouvoirs en place», souligne-t-il. Dans la deuxième partie de son exposé, consacrée à l'islamisme, Badr'Eddine Mili évoque les étapes qu'a traversé ce mouvement. D'abord réduit à la clandestinité, celui-ci a ensuite connu une véritable résurrection. «La Nahda lui insuffla une nouvelle âme. La quête du savoir, la science sont remis au goût du jour. Malheureusement, cette résurrection buta sur les pesanteurs de la scolastique, de la tradition», a-t-il remarqué. C'est donc l'échec de la Nahda. En lieu et place de ce mouvement succède celui des Frères musulmans de Hassan El Benna en Egypte. La suite ? Une longue série de répressions (par Nasser en Egypte, Hafedh El Assad en Syrie...). L'accalmie fut de courte durée, les mouvements religieux ayant été remis sur orbite en Afghanistan, au Soudan... L'entrée en scène de Ben Laden et d'Al Qaïda va contribuer à internationaliser encore plus le phénomène. Selon Badr'Eddine Mili, «la victoire des islamistes, aujourd'hui, est le résultat d'un travail entamé depuis longtemps et patiemment. Cela semble ouvrir la voie à une sorte de démocratie islamique, un peu comparable au modèle des démocraties chrétiennes qui ont eu à gouverner certains grands pays d'Europe. Quant à l'AKP turc, ce parti est désigné de facto comme l'exemple et le modèle à suivre. La fameuse «ceinture verte», telle que tracée par Zbigniew Brzezinski est ainsi bouclée, il ne manque que l'Iran.

Que conclure de tous ces événements et quelles projections pourrait-on faire ? La gauche a-t-elle encore un rôle à jouer dans l'orientation future de la société, et quel poids représente-t-elle pour cela ? Dans un spectacle politique si particulier (comme en Tunisie), le compromis historique a-t-il une chance de réussir ? Et l'Algérie ? Notre pays constitue-t-il une exception ou vivra-t-il sa «révolution» ? «Les tout prochains mois vont certainement nous livrer des éléments de réponse», préfère-t-il observer, prudent.

En tout cas, avertit Badr'Eddine Mili, «seule la mobilisation de l'électorat pourra aider à sauver la mise». Car il devient vital «de travailler à l'arrivée des élites algériennes à l'exercice du pouvoir réel. Dans le cas contraire, l'Algérie se dirigera droit vers l'inconnu». Néanmoins, et comme nul n'est prophète dans son pays, le conférencier se refuse à spéculer là-dessus.

Hocine T.